Bujumbura demande à la France d’être "ambassadeur du Burundi" auprès de l’OIF

@rib News,Â 20/03/2018Â â€“ SourceÂ Xinhua Burundi : le gouvernement "tend encore la main" Ã l'OIF dans les limites tracÃ©es par la Charte de la Francophonie (ministre) Le gouvernement burundais "tend encore la main" Ã l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) dans les limites tracÃ©es par la Charte de la Francophonie, a dÃ©clarÃ© mardi Ã Bujumbura Alain-AimÃ© Nyamitwe, ministre burundais des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration Internationale.
Le 7 avril 2016 Ã Paris (France) lors de sa 97Ã¨me session, le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), instance suprÃªme qui rassemble les reprÃ©sentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'OIF, a annoncÃ© sa dÃ©cision portant "suspension temporaire" de sa coopÃ©ration multilatÃ©rale francophone avec le Burundi. Cette dÃ©cision induit la suspension de toute coopÃ©ration avec le gouvernement burundais, Ã l'exception des programmes qui "bÃ©nÃ©ficient directement aux populations civiles". M. Nyamitwe prÃ©sidait une cÃ©rÃ©monie d'ouverture de la JournÃ©e internationale de la Francophonie et de la semaine de la Francophonie au Burundi. Vis-Ã -vis de cette dÃ©cision prise par l'OIF de "mettre le Burundi sous observation", il a soulignÃ© avoir dÃ©jÃ eu l'occasion, Ã plusieurs reprises au cours des diverses rÃ©unions ministÃ©rielles ad hoc tenues depuis lors, d'insister aussi sur la "nÃ©cessaire Ã©volution" de l'observation. Pour M. Nyamitwe, ce processus d'observation ne doit pas "statique", mais plutÃ´t dynamique. "En effet, beaucoup d'eau a coulÃ© sous les ponts du pays entre le jour de la dÃ©cision et aujourd'hui...Le Burundi n'est pas au mÃªme endroit et dans les mÃªmes travers. Le pays a Ã©voluÃ© et ce dans une direction positive. Il m'a semblÃ© important de le mentionner ici au cours de cette circonstance", a indiquÃ© le ministre burundais. Il a rappelÃ© qu'il avait eu une opportunitÃ© de faire remarquer l'Ã©volution positive de la situation burundaise Ã Pascal Couchepin, envoyÃ© spÃ©cial de la secrÃ©taire gÃ©nÃ©ra la Francophonie pour la RÃ©gion africaine des Grands Lacs, qui a conduit du 12 au 16 dÃ©cembre 2017, une mission "d'information et de contact" Ã Bujumbura. M. Nyamitwe a aussi saisi cette occasion pour demander Ã l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, de jouer aussi le rÃ´le "d'ambassadeur du Burundi" auprÃ¨s des autoritÃ©s de la Francophonie comme tÃ©moin privilÃ©giÃ© de cette Ã©volution positive au Burundi en termes de recouvrement de la paix et de la stabilitÃ©. Par ailleurs, le ministre a indiquÃ© qu'au-delÃ d'une semaine de la Francophonie "riche en couleurs" dans la province urbaine de Bujumbura-Mairie, aussi bien que dans les 17 autres provinces burundaises essentiellement Ã vocation rurale, le gouvernement burundais souhaite surtout une Francophonie "plus agissante" notamment Ã travers la libÃ©ration des "outils et techniques" de pointe en faveur de la jeunesse de l'espace francophone. En cette pÃ©riode du troisiÃ¨me millÃ©naire oÃ¹ tous les habitants de la planÃ¨te sont braquÃ©s sur l'atteinte des Objectifs pour le DÃ©veloppement Durable (ODD) Ã l'horizon 2030, la langue franÃ§aise ne peut plus se contenter de rester au niveau d'Ãªtre une "expression de poÃ¨mes", mais doit Ãªtre plutÃ´t une "langue des opportunitÃ©s" et de transmission du "savoir scientifique" afin d'apporter sa pierre Ã l'Ã©difice dans le dÃ©veloppement intÃ©gral (politique, socio-Ã©conomique et culturel) des habitants du monde contemporain, a-t-il notÃ©. "C'est donc une Francophonie de dÃ©veloppement que j'appelle de tous mes vÅ“ux", a-t-il renchÃ©ri avant de souligner qu'Ã ce jour, le franÃ§ais est la 5Ã¨me langue la plus parlÃ©e au monde, la 3Ã¨me langue des affaires, une des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine (UA). Pour le Burundi, "la Francophonie n'est pas juste un patrimoine lÃ©guÃ© par l'histoire ou seulement cet outil qu'on a trouvÃ© dans les dÃ©combres de la colonisation (comme disait l'ancien prÃ©sident sÃ©nÃ©galais LÃ©opold SÃ©dar Senghor) et encore moins u lien linguistique". Car, a-t-il insistÃ©, en adhÃ©rant Ã l'OIF, le Burundi a voulu simplement un "espace culturel d'Ã©changes, d'ouverture, de commerce, et de solidaritÃ© internationale" afin d'aider la jeunesse burundaise Ã Ãªtre compÃ©titive sur le marchÃ© de l'emploi au plan rÃ©gional et international. Auparavant, l'ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, Ã©tait intervenu Ã la cÃ©rÃ©monie pour signaler que dans le cadre de la coopÃ©ration franco-burundaise, l'Institu FranÃ§ais du Burundais (IFB) a commencÃ© le 16 fÃ©vrier dernier Ã l'intention de 17 conseillers du ministÃ¨re burundais des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration Internationale (MRECI), une formation dans le "franÃ§ais de la diplomatie" sur une durÃ©e d'une annÃ©e pour 150 heures d'enseignement.Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});